



## bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 5 - vendredi 15 mai 2009

### Dans ce numéro :

- **Oui, il ne faut pas « mélanger les genres », le dialogue social et la défense des intérêts des travailleurs...**
- **Embellie boursière, reprise, les mirages d'un capitalisme sans amarre**
- **150° anniversaire de la théorie de l'évolution de Darwin - Défense des conceptions matérialistes de l'évolution et lutte pour l'émancipation**

## Oui, il ne faut pas « mélanger les genres », le dialogue social et la défense des intérêts des travailleurs...

Confrontés à une radicalisation des luttes qui les inquiète, le gouvernement et le patronat lancent une campagne contre l'extrême-gauche. «*Besancenot est un exploiteur de la crise* » s'insurge Xavier Bertrand, tout comme *le Figaro* qui titre : «*Séquestrations : la main de l'extrême-gauche* » ! Les articles sur le «*noyautage* » des mouvements sociaux par des «*trotskistes infiltrés* » se multiplient... rien ne manque, pas même le ridicule !

Que les patrons et le gouvernement mènent une telle campagne pour masquer la révolte qui s'approfondit dans les entreprises, cela n'a rien d'étonnant. Cela témoigne d'ailleurs du rôle déterminant des révolutionnaires dans les conflits actuels comme Continental, Toyota, Caterpillar, et surtout de la profonde politisation qui s'opère face à la crise.

Mais ce qui l'est davantage, c'est que les grandes centrales syndicales mêlent aussi leur voix à ce petit concert, comme si elles voulaient apporter des gages au gouvernement en dirigeants syndicalistes «*responsables* ».

En mars, Chêrèque qualifiait le NPA de «*rapace* ». Juste avant le 1<sup>er</sup> mai, Mailly déclarait : «*Il y a des partis d'extrême gauche, ils ont le droit d'exister. Ce que je n'apprécie pas, c'est qu'un parti d'extrême gauche essaie en même temps d'être un syndicat (...) L'indépendance syndicale, j'y tiens (...) il y a toujours un danger quand on mélange les genres* ».

Quant à Thibault, il n'est pas en reste : «*Parmi les partis de gauche, il y a ceux qui reconnaissent le rôle spécifique des syndicats et le respectent. Et ceux qui entretiennent cette vision archaïque du parti-guide, et qui voudraient prétendre par leur présence ou leurs déclarations dicter aux salariés ce qu'ils devraient faire* », qualifiant l'extrême-gauche de «*simili-syndicats* ».

Cette volonté de dénoncer le «*mélange des genres* » est d'ailleurs relayée par le Front de gauche, qui applaudit la politique des directions syndicales tellement il est préoccupé de dévoyer la question sociale sur le terrain électoral et institutionnel.

Alors effectivement, il y a un vrai débat à mener sur la question de l'indépendance des syndicats et de leur rôle, mais sur un tout autre terrain. Est-ce que la tâche des syndicats est d'organiser la lutte de classe, de renforcer le rapport de force en faveur des travailleurs, à un moment où le patronat et le gouvernement n'ont d'autre politique que celle de faire payer leur crise à l'ensemble de la population ? Ou bien servent-ils à dévoyer les luttes sur le terrain du «*dialogue social* » comme le veut le gouvernement ? La question de l'indépendance vis-à-vis du pouvoir est au cœur même de la situation.

Alors que le 1<sup>er</sup> mai a été un succès, exprimant toute la colère du monde du travail face au patronat et au gouvernement, les directions syndicales n'osent même pas annoncer une journée de grève nationale, public et privé. Hortefeux les a d'ailleurs félicités, en déclarant «*C'est une bonne chose. (...) Une grève générale, ça pénalise les salariés et ça ne crée pas un emploi, ce qui est l'objectif de l'action qui est engagée face à la crise* ».

Elles restent ainsi sur la position du dialogue social avec le pouvoir, comme le dit la déclaration commune que j'ai suivie :

***Débat révolutionnaire*** est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf  
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : [dr@npa-debatrevolutionnaire.org](mailto:dr@npa-debatrevolutionnaire.org)

---

« les organisations syndicales appellent solennellement le gouvernement et le patronat à prendre en compte l'ampleur de ces rassemblements qui expriment inquiétude, désarroi et profond sentiment d'injustice. Sur la base de leur déclaration commune du 5 janvier, elles préciseront, dans les prochains jours, des propositions sur lesquelles elles attendent des réponses rapides du gouvernement et du patronat ».

Aucune revendication n'est formulée, aucune exigence des travailleurs face à la gravité de la crise, face aux licenciements, aux bas salaires !

La déclaration accrédite l'idée que le gouvernement ne prendrait pas suffisamment en compte les dégâts de la crise... Ce qui laisse complètement l'initiative à Hortefeux qui répond qu'il va recevoir les syndicats « fin juin » pour évaluer les mesures du « sommet social » de février : « Les mesures se déploient depuis le 1er avril. Il faut laisser du temps ».

On fait semblant de croire que le gouvernement n'aurait pas de politique face à la crise ! Mais il en a une, claire et affirmée : profiter de l'absence de perspectives d'ensemble des salariés pour multiplier les mauvais coups.

Depuis le 29 janvier, ils n'ont pas cessé. D'abord par la politique de multiplication des cadeaux fiscaux au patronat : suppression de la taxe professionnelle pour 2010, « zéro charges » pour l'embauche dans les petites entreprises, 5 milliards d'euros distribués aux PME sous forme de mesures fiscales sur les 26 milliards prévus dans le cadre du fameux « plan de relance ». Premières conséquences : les suppressions d'emplois de la Fonction publique se multiplient, puisque le gouvernement annonce un objectif de 35 000 suppressions pour 2010 !

D'autres mauvais coups se préparent aussi contre les droits des salariés, dans le but d'accroître l'exploitation et d'augmenter la flexibilité. Fillon relance son projet de travail du dimanche qu'il veut faire passer avant l'été. Le gouvernement prépare aussi un projet de loi sur la généralisation du prêt de main-d'œuvre (sanctionné, jusqu'à présent comme « délit de marchandage »), réclamée depuis longtemps par les patrons pour flexibiliser davantage les salariés.

Après ça, il ne faudrait pas s'en prendre au gouvernement sous prétexte qu'il ne faut pas faire de politique ? Il faudrait attendre, respecter le « dialogue social » ? Renoncer à défendre publiquement un autre cours, pour la lutte de classe, pour un mouvement d'ensemble ?

Nous en sommes au 11<sup>ème</sup> mois successif d'augmentation du chômage et le gouvernement continue de subventionner à fonds perdus la finance. Face à cette situation, rien n'évitera l'affrontement avec le pouvoir et les classes dominantes. Il y a urgence à le préparer, à le construire, en discutant largement des mesures et des exigences de la population et du monde du travail : interdiction des licenciements, partage du travail entre tous, augmentation des salaires, etc., qui ne s'obtiendront pas entreprise par entreprise, mais dans le cadre d'un rapport de force global.

Ces exigences ne sont pas « syndicales », mais bien politiques au sens où elles remettent fondamentalement en cause la politique de l'Etat au service des patrons et de la finance. La lutte pour ne pas payer les frais de la crise est une lutte politique qui se mène sur tous les terrains, sur tous les fronts. Et les militants syndicalistes ont toutes raisons de se réjouir que des partis politiques s'engagent à leur côté dans ce combat, le popularise auprès de toute la population.

C'est pourquoi les militants du NPA entendent utiliser la campagne pour les élections européennes pour agir dans ce sens : populariser les exigences qui unifient les mobilisations et les luttes afin de contribuer à créer les conditions politiques pour sortir des journées d'action à répétition ou des luttes isolées dans la perspective d'une grève générale.

Nous ne sommes pas d'accord avec Jean-Luc Mélenchon quand il utilise les mêmes arguments que les directions syndicales pour refuser l'initiative d'une marche contre les licenciements lancée par O. Besancenot : « Cela me trouble un peu. La politique n'a pas à surgir, comme ça, dans le mouvement social, en donnant des consignes. Les syndicats, par leur unité, ont levé le couvercle de la résignation sociale. Notre responsabilité est de lever la résignation politique ». Bref, chacun à sa place : les syndicats sur la question sociale et les partis pour... gouverner dans le cadre des institutions !

En rester à ce cadre de raisonnement, c'est ne pas tirer les leçons des reniements de la gauche que Mélenchon connaît tout aussi bien que Marie George Buffet pour y avoir participé en tant que ministre du gouvernement Jospin !

La politique pour les travailleurs, qu'ils soient syndicalistes ou non, c'est défendre les intérêts de leur classe, sur tous les terrains.

L'urgence de la situation est de construire une réelle unité de ceux qui veulent se battre pour transformer le rapport de force. De fait, au sein des syndicats, des associations avec les militants, les partis, un débat est ouvert. Comment se regrouper, discuter à la base et démocratiquement pour formuler nos exigences et les faire entendre ?

Tous les arguments sur le « mélange des genres » servent à entretenir la méfiance entre militants syndicaux et politiques et au bout du compte à paralyser.

Pour les dépasser, menons le débat partout. Chacun se réclame de l'exemple de la Guadeloupe qui vient justement de démontrer qu'il est possible de créer une unité large pour la lutte. Cela veut dire regrouper à la base, démocratiquement, les militants qui veulent en découdre, qui veulent prendre des initiatives, qu'ils soient militants syndicaux, associatifs, politiques. C'est avec une telle politique que nous pouvons saisir toutes les initiatives, comme celle du 26 mai ou des différents conflits locaux. Faire entendre les exigences du monde du travail le plus clairement et le plus fort possible, en affirmant notre indépendance vis-à-vis du « dialogue social » où le pouvoir veut enfermer les mobilisations.

---

Et en particulier, faisons en sorte que partout, à chaque occasion, l'exigence de l'interdiction des licenciements devienne celle des sections syndicales, des travailleurs, qu'elle soit débattue, affirmée partout, qu'elle s'impose dans les luttes, au cœur des manifestations...

Laurent Delage

[Retour au sommaire](#)

## Embellie boursière, reprise, les mirages d'un capitalisme sans amarre

Depuis quelques semaines, les indices boursiers sont repartis à la hausse. Il n'en fallait pas plus pour que certains commentateurs et politiciens aperçoivent une embellie, tant la santé de l'économie se réduit pour eux à la santé des affaires des spéculateurs...

Mais autant se réjouir de voir la fièvre monter chez un malade ! Les Etats, à coup de milliards pour soutenir le système financier, tentent de freiner la grande purge afin de limiter la casse. Mais leur intervention, si elle peut rassurer quelques temps les marchés financiers, ne peut éviter, comme nous l'avons écrit à de nombreuses reprises, l'approfondissement de la crise. Cette hausse des Bourses, loin d'être un signe que le « *point d'inflexion de la crise* » est atteint, comme le prétend Trichet, patron de la BCE, ne peut que préparer la prochaine rechute.

Soutenus financièrement et politiquement par des gouvernements aux ordres, les capitalistes assurent leurs profits avant tout, contre les salaires, contre les revenus des classes populaires, frappées de plein fouet par la crise. Le fabricant de pneus Continental, qui a engrangé, en 2008, 1,8 milliards de bénéfices, se prépare à fermer deux sites en France (Clairoix, 1120 personnes) et en Allemagne (Hanovre, 780). Les sociétés du CAC40 se sont elles partagé, en 2008, 97 milliards d'euros de profits. Ces profits sont certes en baisse de 40 % par rapport à 2007, mais cela n'a en aucune façon nui aux actionnaires, dont les dividendes ont été maintenus au niveau de l'année précédente et s'élèvent désormais à 60 % des profits !

Sarkozy avait demandé au président de l'INSEE, Cotis, de lui préparer un rapport sur le thème « *Partage de la valeur ajoutée, partage des profits et écarts de rémunération en France* ». Tout un programme ! D'après les dires du président, ce rapport devrait permettre d'étayer ses prétentions à assurer une répartition équitable des profits... Mais ce qu'il montre surtout, c'est que la part des salaires dans la valeur ajoutée réalisée dans des entreprises du secteur non bancaire n'a jamais été aussi basse depuis 60 ans, tandis que la part qui revient aux profits n'a cessé de croître dans les mêmes proportions. 36 % de ces profits reviennent en moyenne aux actionnaires, et quelques 7% aux salariés qui ont droit à un intéressement.

Ce creusement de l'écart entre la part des salaires et la part des profits est au cœur de la crise et l'alimente. Les capitaux avides de nouveaux profits enflent alors que le pouvoir d'achat global de la grande majorité de la population, soumise par ailleurs au chômage et à la précarité, diminue. Les prétentions des financiers à maintenir leur profit nourrit la récession, l'approfondit.

Une telle fuite en avant est en totale contradiction avec la prétention affichée par le dernier G20 à réguler le capitalisme. Et en particulier, à trouver des solutions à la crise monétaire chronique qui ne cesse de s'aggraver en filigrane de la crise mondialisée et qui est au cœur de l'instabilité du système.

### La régulation impossible

Car prétendre réguler le système suppose que l'on dispose d'un instrument de régulation. Cet instrument, ce sont les monnaies, mais celles-ci sont devenues, en fait, un des principaux instruments... d'instabilité. L'effondrement de certaines monnaies, le yo-yo dans les parités, perturbent fortement les échanges internationaux et sont un obstacle à la reprise des « affaires ». La chute des échanges internationaux, qui devrait atteindre 11 % cette année, et qui est déjà plus importante que lors de la crise de 1929, inquiète les capitalistes.

Alors certains membres du G20 rêvent d'un « *nouveau Bretton-Woods* », d'où pourrait sortir une « *nouvelle gouvernance internationale* », un FMI débarrassé de la tutelle des Etats-Unis et géré de façon « coopérative » par les diverses puissances mondiales. Et pour remplacer le dollar en tant que monnaie de référence internationale, d'une « *monnaie supranationale* », rôle que pourraient jouer les « droits de tirage spéciaux » (DTS) du FMI. Ces DTS sont une monnaie émise par le FMI, qui sert à financer certaines de ses interventions, et dont la valeur est indexée actuellement sur quatre monnaies (dollar, euro, livre, yen).

Mais la stabilité monétaire qui s'était établie autour du dollar au lendemain de la deuxième guerre mondiale ne devait rien à son côté « supranational ». C'est exactement l'inverse : si le dollar avait pu alors devenir la monnaie « supranationale » qu'elle est restée jusqu'à aujourd'hui, c'est parce que les Etats-Unis étaient alors capables d'imposer à l'échelle de la planète une hégémonie politique, économique et militaire indiscutable. Cette situation est aujourd'hui

---

contestée et c'est une des raisons pour lesquelles le dollar a perdu son pouvoir stabilisateur des relations monétaires internationales.

Ce que l'hégémonie des Etats-Unis n'est plus capable de faire, peut-il être réalisé par cette « coopération » entre les Etats dont les participants du G20 voudraient donner l'illusion ?

Certainement pas. Les monnaies sont une arme qu'utilisent les capitalistes dans la guerre qu'ils se livrent pour s'assurer les marchés à l'échelle internationale. « *Une nouvelle guerre des changes s'annonce* », titrait *Les Echos* du 11 mai, qui écrivait : « ... Face à une conjoncture aussi dégradée, il est tentant pour les Etats d'utiliser la dépréciation de leur devise pour regagner une part de compétitivité par rapport aux autres ... Aujourd'hui, le « choc symétrique » qui touche l'économie mondiale favorise déjà des comportements non coopératifs »...

Un euphémisme pour décrire la contradiction qui frappe le système capitaliste mondialisé, pris entre la nécessité d'une stabilité monétaire pour favoriser la reprise, et l'incapacité de l'obtenir, du fait de l'exacerbation de la concurrence sur les marchés internationaux, qui les pousse à déprécier leur monnaie par rapport aux autres pour baisser le prix de leurs produits à l'exportation.

## Monnaies sans amarres

L'instabilité des monnaies, au gré les caprices des marchés des changes et de la politique des banques centrales des grandes puissances, est d'autant plus incontrôlable qu'elles ont perdu tout ancrage avec la valeur réelle des marchandises qu'elles contribuent à échanger sur les marchés.

Cette valeur, que Marx appelait « valeur d'échange », en la distinguant de la « valeur d'usage » qui caractérise la fonction du produit, correspond à la seule chose qui soit commune à toutes les marchandises : le temps de travail social accumulé dans leur production. Elle se traduit par un prix, c'est-à-dire une certaine quantité de valeur monétaire. Mais comment s'établit le lien entre la valeur d'une marchandise et la valeur monétaire qui la représente ?

Au départ, la monnaie était une marchandise comme une autre, dont la valeur représentait la quantité de travail social qu'il avait fallu consommer pour la réaliser. C'était le cas de la monnaie en or et en argent qui ont joué pendant longtemps le rôle d'équivalent général dans les échanges.

Mais, avec le développement des échanges internationaux, il y a bien longtemps que l'or et l'argent ont cessé de circuler dans les poches, remplacés par des billets de banque, de la monnaie papier. La valeur monétaire de chacun de ces billets n'avait plus aucun lien avec le travail accumulé dans sa propre fabrication. Elle était « garantie » par son émetteur qui s'engageait à donner l'équivalent en or ou argent de la valeur portée par le billet en échange de ce dernier.

Mais l'émission de monnaie papier, c'était aussi la porte ouverte à l'inflation monétaire. Tant qu'il ne vient pas à l'esprit de l'ensemble des détenteurs de billets de banque de se les faire rembourser en même temps, rien n'empêche l'émetteur de faire marcher la planche à billets, de produire bien plus de monnaie papier que la valeur de ses réserves d'or et d'argent. Il y a création de monnaie fictive, de monnaie de singe, qui n'a plus aucun équivalent en termes de temps de travail accumulé.

Du coup, la stabilité monétaire, la capacité de la monnaie papier à assurer les échanges, ne repose plus que sur la confiance des utilisateurs. Lorsque cette confiance disparaît, c'est l'effondrement, l'inflation galopante... Un tel phénomène, qui accompagne l'histoire de la monnaie papier, puis de sa version moderne, électronique, a été démultiplié par l'ouverture des marchés mondiaux à la circulation des capitaux, la spéculation financière et le développement outrancier du crédit.

D'une certaine façon, la crise globale que nous subissons est le résultat du développement de cette schizophrénie de l'économie entre valeur d'échange et valeur d'usage, qui s'exprime dans l'accumulation de masses de capitaux fictifs totalement déconnectés de l'économie réelle.

## Schizophrénie capitaliste

L'histoire du capitalisme industriel est l'histoire de cette déconnexion. Les banquiers du capitalisme financier et marchand qui ont précédé la période industrielle n'ont pas manqué d'exploiter toutes les ressources de la spéculation monétaire, et certains l'ont payé de faillites retentissantes. Mais la monnaie papier gardait malgré tout un lien avec la monnaie métallique, et par là, avec le travail social accumulé. Ce lien s'est maintenu au début de capitalisme industriel, dont l'Angleterre était, jusqu'à la première guerre mondiale, la principale puissance économique. Elle était alors en mesure d'imposer ses propres règles pour le commerce international, dont les échanges se payaient en or.

La situation a changé après la première guerre mondiale, alors que les Etats-Unis devenaient la première puissance mondiale. Une prépondérance économique, militaire et politique qui trouvera son apogée à la fin de la deuxième guerre mondiale et qui fait que les Etats-Unis, qui détiennent alors dans leurs coffres les trois quarts des réserves d'or mondiales, vont pouvoir imposer leurs règles monétaires. Ce sera fait à l'occasion des accords de Bretton-Woods, en

---

1944. Désormais, ce n'est plus l'or, mais le dollar, dont la valeur est garantie par les stocks d'or US, qui est la monnaie des échanges internationaux et la référence de toutes les autres monnaies. Par cette « garantie », l'Etat US s'engageait à rembourser en or toute remise de dollars par les banques nationales étrangères.

Mais les réserves en or des Etats-Unis, engagés dans les guerres de Corée, puis du Vietnam, vont se réduire au point de ne plus être en mesure de couvrir les sommes en dollar accumulées dans les réserves des autres Etats et des banques. Sommes d'autant plus importantes que l'Etat américain a largement fait appel à la planche à billets pour financer les plans Marshal et autres « aides » à la reconstruction de l'Europe et du Japon. L'écart entre les richesses réelles accumulées en or dans les caisses publiques, et la bulle monétaire constituée par tous les dollars disséminés dans le monde entier menace de se résoudre dans un brutal effondrement monétaire. La crise commence en 1968 et conduit le président Nixon, en 1971, à décréter que désormais le dollar ne sera plus convertible en or.

Le dollar rompt ainsi les amarres avec toute référence, même distendue par l'inflation monétaire, au travail social accumulé. L'euro, créé en 1979, est la première grande monnaie sans référence avec une monnaie métallique. Les monnaies sont désormais des entités « flottantes », soumises aux caprices des spéculateurs sur les marchés des changes. La seule « régulation » vient de l'intervention des banques centrales, à coup de planche à billets.

Et actuellement, alors que la mondialisation capitaliste atteint ses limites, la situation monétaire internationale est bien pire qu'en 1971 : alors que le dollar reste la principale monnaie d'échange, les caisses de l'Etat américain ne sont qu'une gigantesque dette insolvable... dont la Chine est un des principaux créanciers. Ainsi, l'accumulation des richesses extorquées aux salariés chinois au cours de ces dernières années de croissance est constituée pour une grande part de monnaie de singe, à la merci d'un effondrement du dollar... C'est peut-être l'expression la plus achevée de cette schizophrénie du capitalisme.

### **Régulation, nouvelle « *gouvernance mondiale* » ?**

Gouvernements et dirigeants économiques cherchent à éviter le pire, jonglant entre libre échange et protectionnisme, rêvant de régulation, d'une nouvelle « *gouvernance mondiale* » qui mettrait de l'ordre dans l'anarchie financière, monétaire, économique internationale.

Mais ils sont bien impuissants à la mettre en place. Ils ne connaissent pas d'autre loi que celle du rapport de force. Loin de les aider à trouver la solution « coopérative » qui s'impose, la crise accentue au contraire la concurrence, les pousse à la guerre économique, voire militaire.

La stabilité dans les échanges ne peut se retrouver que sur la base d'une production débarrassée des lois du marché, autrement dit, une production planifiée, sous le contrôle des travailleurs et de la population, en fonction des besoins réels. Les monnaies ne retrouveront leur fonction de régulation dans les échanges et la comptabilité que si elles sont débarrassées de la concurrence, de la spéculation et du dumping que pratiquent les Etats pour s'assurer des parts de marché.

Le capitalisme, pour répondre aux besoins du développement des marchés mondiaux, a mis en place des réseaux de circulation électronique de la monnaie qui peuvent relier le moindre village, la moindre boutique, au système bancaire mondial. Si ces réseaux ont largement contribué à démultiplier la spéculation financière, ils constituent aussi un formidable support technique, qui permettrait la circulation en temps réel d'une monnaie stable, instrument indispensable au contrôle rationnel et démocratique de la production et des échanges.

**Daniel Minvielle**

[Retour au sommaire](#)

### **150<sup>ème</sup> anniversaire de la théorie de l'évolution de Darwin**

## **Défense des conceptions matérialistes de l'évolution et lutte pour l'émancipation**

Comprendre les mécanismes de l'évolution du monde naturel, vivant et social est un besoin pour tous ceux qui veulent changer le monde. A l'inverse, de tout temps, les conceptions évolutionnistes ont été perçues par les classes dominantes et leurs idéologues comme un danger susceptible de semer le trouble dans les consciences, de saper les bases de l'ordre établi. Encore aujourd'hui.

Lorsque Jean-Paul II, 137 ans après la publication de l'Origine des espèces, en 1996 (!), reconnaît au nom de l'Eglise que tout n'est pas faux dans le darwinisme, il se paie le ridicule d'ajouter « *à condition que cela ne mène pas au matérialisme !* ». Le matérialisme, c'est bien cela l'inacceptable aux yeux des curés de toutes obédiences, le péché mortel du darwinisme !

**Christine Héraud**

Lire l'article complet sur notre site [www.npa-debatrevolutionnaire.org](http://www.npa-debatrevolutionnaire.org)

[Retour au sommaire](#)